CONSEIL COMMUNAL

PROCÈS-VERBAL

Séance du Conseil communal
Jeudi 30 mars 2023, à 19h30
Salle du Grand Conseil, Lausanne

7^{ème} séance – 2022-2023

Séance du jeudi 30 mars 2023

Présidence de M. Dylan Montefusco, Président

Mesdames et Messieurs les Conseillères et Conseillers,

Le Bureau, Madame la secrétaire et moi-même vous souhaitons la bienvenue dans la salle du Grand Conseil.

J'adresse mes cordiales salutations à M. le Syndic, Mesdames et Messieurs les Conseillers municipaux, à notre huissier, notre huissier suppléant, au bureau, ainsi qu'à tous les spectateurs et téléspectateurs qui suivent nos débats à la télévision ou sur internet grâce aux équipes de la société Sonomix pour la retransmission et de la société Maximum pour le son qui sont également salués.

Je vous informe que les diffusions TV se dérouleront sur le canal info du téléseuil de l'agglomération lausannoise :

- Vendredi 31 mars à 14 et 20h00
- Samedi 1^{er} avril à 14 et 20h00
- Dimanche 2 avril à 14 et 20h00

Avant de poursuivre, je cède la parole à M. Vidmer pour quelques explications techniques concernant le vote électronique et les votations.

59 conseillères et conseillers ayant voté, le quorum étant atteint, l'Assemblée peut valablement délibérer, et ce, conformément à l'article 68 du Règlement du Conseil.

Sont excusé.e.s : Mmes Lucie Mauch, Marta Pinto, Colette Racloz, Chiara Storari
MM. Sanches Cooper, André Cordeiro, François Delaquis, Jean-François Jeanrichard, Eugène Roscigno, Rachid Taaroufi

Sont absent.e.s : Mmes Mariline Braz Lopes, Chantal Keller, Aline Segin, Andreia Tiambo,
MM. Mohamed Jribi, Steeve Kocher, Vito Vita, Simon Favre (arrivée 21h00)

1. Adoption de l'ordre du jour

- **M. le Président**

L'ordre du jour vous a été envoyé dans les délais. Y'a-t-il quelqu'un parmi vous qui ne l'aurait pas reçu ?

Ce n'est pas le cas.

Je vous annonce ne pas avoir reçu aucune interpellation, motion, postulat, question ou divers, j'ouvre la discussion sur cet ordre du jour :

La parole n'étant pas demandée, l'ordre du jour est mis au vote.

L'ordre du jour est accepté à l'unanimité.

Ordre du jour de la séance du Conseil communal du 30 mars 2023

1. Adoption de l'ordre du jour
2. Adoption du procès-verbal de la séance du Conseil communal du 2 mars 2023
3. Démissions
4. Communications de la Présidence
5. Communications de la Municipalité
 - Communiqué de la Municipalité du 20 mars 2023 sur ses activités du 21 février au 20 mars 2023
 - Réponse écrite de la Municipalité à l'interpellation de M. le Conseiller communal Michele Scala intitulée "Pourquoi n'y-a-t-il pas d'inscription des noms des défunt.e.s sur un muret au Jardin du Souvenir de Renens, comme au cimetière de Lausanne ? »
6. Communications de la Commission des finances
7. Communications éventuelles de la Commission d'urbanisme et d'aménagement du territoire (CUAT)
8. Communications éventuelles de la Commission régionale et intercommunale (CRI) et rapport(s) éventuel(s) des membres des conseils intercommunaux – art. 41 du Règlement du Conseil communal
9. Changements dans la composition des commissions permanentes et commissions intercommunales
- 10. Rapport de commission de gestion** Préavis No 29-2022 - Rapport de la Municipalité sur l'état au 31 décembre 2021 des postulats et motions - Demandes de prolongation de délai - Réponses de la Municipalité à différents postulats et motions
Mme Maria Sisto, Présidente-rapporteur
- 11. Rapport de commission** Préavis No 35-2023 - *Prolongation du préavis No 55-2019 – Crédit-cadre pour les études urbaines 2019-2023*
Mme Roxane Gubler, Les Vert.e.s Présidente-rapporteur
- 12. Dépôt de préavis – discussion préalable**
 - **Préavis No 37-2023** - Demande d'un crédit de CHF 570'000.– TTC pour la réalisation des travaux électromécaniques sur l'infrastructure des routes cantonales et communales nécessaires à la mise en service de la gestion coordonnée du trafic de l'agglomération Lausanne- Morges (GCTA)
 - > *Date et lieu proposés pour la séance de la Commission :*
Mardi 18 avril, à 19h00
Centre Technique communal CTC
Présidence : PSR
 - **Préavis No 38-2023** - Plan Climat de la Ville de Renens 1ère génération 2023-27
 - > *Date et lieu proposés pour la séance de la Commission :*
Lundi 24 avril, 20h00
Centre Technique communal CTC
Présidence : PLR-PVL

- **Préavis No 39-2023** - Place et mail du Marché - Ombrage, perméabilisation, arborisation – Demande de crédit pour compléments paysagers
 - > *Date et lieu proposés pour la séance de la Commission :*
Mercredi 5 avril, à 19h00
Centre Technique communal CTC
Présidence : Fourmi rouge
- **Préavis No 40-2023** - Rue de Lausanne – secteur Hôtel-de-Ville / 1er-Août - Crédit d'ouvrage pour les collecteurs eaux claires – eaux usées lié à une modification de projet du préavis No 104-2016 - Axes forts de transports publics urbains (AFTPU) - Projet de tram (tram t1) entre la place de l'Europe à Lausanne et la gare de Renens - Requalification de l'avenue du 14-Avril - Collecteurs et travaux connexes
 - > *Date et lieu proposés pour la séance de la Commission :*
Lundi 17 avril à 19h00
Centre Technique communal CTC
Présidence : Les Vert.e.s

13. Motions, postulats, interpellations

- Développement du Postulat Verena Berseth intitulé : « Concerne la Rue du Simplon »

14. Questions, propositions individuelles et divers

2. Adoption du procès-verbal de la séance du Conseil communal du 2 mars 2023

M. le Président ouvre la discussion.

- **M. Sylvain Richard, les Verts**

Une petite correction au point 6. Même si les séances de la Cofin sont toujours des moments extraordinaires, la séance du 27 février était une séance ordinaire. Il faut juste supprimer le préfixe.

- **Mme Muriel Rossel, PSR**

J'ai une correction à la page 12, pour le point 7. En fait, je n'ai pas changé de parti politique, je suis toujours au PS, donc merci de corriger.

- **M. le Président**

Nous allons apporter les corrections pour ces deux erreurs.

La discussion est toujours ouverte :

La parole n'étant pas demandée, le procès-verbal du 2 mars 2023 est soumis à l'approbation des Membres du Conseil communal.

C'est à l'unanimité que le procès-verbal est accepté. M. le Président en profite pour remercier Mme Corrine Simon pour son travail de rédaction et Mme Carole Castillo pour son travail de relecture.

3. Démissions

- **M. le Président**

Je vous annonce que le Bureau du Conseil a reçu en date du 10 mars 2023 la démission de M. Kemal Yabalak du groupe Fourmi rouge. Je vous en donne lecture :

Monsieur le Président,

Je suis Kemal Yabalak élu dans la liste du POP, Conseiller communal de la Ville de Renens de 2021 à 2026. Pour les raisons que j'ai mentionnées dans ma lettre de démission du 10 février 2023, j'ai demandé à Mme Verena Berseth qu'elle fasse le nécessaire, malheureusement elle ne l'a pas fait. Il ne me reste plus qu'à présenter ma démission du POP et de ce fait de la Municipalité de Renens. Vous trouverez, ci-joint, la lettre que j'avais envoyée au POP Lausanne et aussi à Renens.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mes salutations distinguées.

Donc, Monsieur Yabalak démissionne bien du Conseil communal et pas de la Municipalité.

J'ouvre la discussion.

La parole n'étant pas demandée, nous passons au point 4 de l'ordre du jour.

4. Communications de la Présidence

- **M. le Président**

Régulièrement, de nombreuses interventions personnelles s'immiscent au dernier point de l'ordre du jour sous les questions, propositions individuelles et divers. Le Bureau demande à l'ensemble des Conseillers de bien vouloir intervenir sur des objets dont la compétence est communale et dans l'intérêt général. A cette occasion, nous vous rappelons que la ville de Renens n'est pas en mesure de répondre aux demandes concernant la politique extérieure. Dès lors, nous vous saurions gré de limiter ces prises de parole. Au nom du Bureau, je vous remercie d'en prendre bonne note.

A la demande de la Municipalité, je vous informe qu'une présentation du plan climat aura lieu en préambule de la prochaine séance du Conseil communal du 11 mai.

Manifestation : j'ai eu le plaisir d'assister à la troisième rencontre avec les partenaires cantonaux et intercommunaux au siège des TL.

Enfin, je vous rappelle que les personnes arrivées tardivement sont priées d'annoncer leur présence auprès de Madame Simon en fin de séance et uniquement à ce moment-là. C'est effectivement cette liste de présence qui sera comptabilisée pour le versement de vos jetons de présence.

J'ouvre la discussion sur ces communications :

La parole n'étant pas demandée, M. le Président passe au point 5 de l'ordre du jour.

5. Communications de la Municipalité

- **M. le Président**

Vous avez tous reçu le communiqué de la Municipalité ainsi que la réponse écrite à l'interpellation. Est-ce que la Municipalité a d'autres communications à transmettre oralement ?

- **M. Jean-François Clément, Syndic**

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillères et Conseiller communaux, à ce stade je n'ai pas de communication additionnelle à ce qui vous a été soumis par le communiqué écrit.

M. le Président ouvre la discussion :

- **Mme Golaz-Grilli, PLR-PVL**

Il y a de cela deux ou trois mois, j'avais demandé à la Municipalité s'il serait possible de réintroduire dans les documents que nous recevons pour le Conseil communal, la liste des objets en attente, soit postulats, interpellations, motions et autres objets. Est-ce que la Municipalité pourrait m'en dire plus ?

- **M. Jean-François Clément, Syndic**

Effectivement, dans le passé nous adressions ce document à chaque séance du Conseil communal et, suite à notre discussion entre les Présidents de groupes et la Municipalité, il a été admis que c'était excessif et qu'il valait mieux le soumettre, le porter à votre connaissance 2 fois l'an, ce qui fait que l'on a réduit la fréquence de ce document qui, par ailleurs, n'a pas une évolution énorme d'une édition à l'autre. On aimerait que cela bouge plus, mais dans les faits, ça ne bouge pas énormément. C'est ce que j'ai retenu de la rencontre avec les Présidentes et Présidents des Groupes lors de notre session de mars ou avril.

- **M. Gérard Duperrex, PLR-PVL**

Dans le communiqué de la Municipalité sur ses activités du 21 février 2023 au 20 mars 2023, il nous est informé que six poules ont emménagé dans la volière des Corbettes pour constituer un poulailler urbain, géré par un groupe de volontaires. Pour se faire, ces six personnes, donc je suppose, une poule par personne, ont participé à la formation sur l'élevage des poules offerte par la Ville et dispensée par Pro Specie Rara afin de s'en occuper dans les règles de l'art. J'aimerais vous faire part que, dans la seule et unique séance du 24 mai 2020 de la CUAT, lors de la législature 2019-2020, présidée par Mme Verena Berseth, nous avons regardé le plan des espaces verts de la Commune et nous nous sommes rendu compte qu'il n'y en avait pas beaucoup, mais que cela risque de changer. Il nous a été présenté un projet qui nous a beaucoup intéressés : un cordon vert qui commence depuis Verdeaux, avec le terrain de Verdeaux inclus, et qui va aller jusque sous le Village, car il y a plusieurs projets avec des aménagements très sympas avec une petite fontaine et que nous aurons bientôt, je pense et j'espère un préavis qui va nous expliquer tout cela. Il y aura aussi des changements, par exemple le pavillon des Corbettes ; la Municipalité ne saurait encore pas très bien ce qu'elle va en faire. A l'endroit de l'oisellerie, il y a peut-être un poulailler qui pourrait se faire, ce que l'on trouve mieux que des oiseaux enfermés. Il y aura des poules, qui pondront des œufs, nous trouvons cela très appréciable. Nous attendons le préavis. Et voilà qu'aujourd'hui il y a une fontaine qui a été inaugurée sur la Place du Village il y a peu de temps et la Municipalité nous informe de la création d'un poulailler, ce dont je tiens à la remercier ainsi que pour son travail et celui des personnes qui s'occupent de ce poulailler. Vous pouvez constater qu'il y a trois ans en arrière, on parlait déjà de la fontaine et du poulailler.

- **Mme Stéphanie Negri Capt, PLR-PVL**

J'ai pris note du grand événement Hyper-Ouest qui aura lieu fin avril/début mai dans toutes les communes de l'Ouest lausannois ainsi que du programme alléchant que l'on nous propose. Je trouve cette initiative extrêmement intéressante. J'aurais aimé savoir quel est le budget que la Commune consacre à cet événement.

- **M. Jean-François Clément, Syndic**

L'origine de ce budget vient des huit communes qui ont accepté de porter sur ces événements un montant de CHF 3.00/habitant. Ceci a permis à l'organisateur, qui par ailleurs organise aussi le festival Antigél à Genève, ainsi qu'au bureau Urbaplan, qui sont porteurs tous deux de ce projet, d'aller chercher des fonds additionnels auprès de très nombreuses entités telles que le Canton, la Loterie romande et bien d'autres organismes. A vue de nez, le budget doit être à hauteur de CHF 180'000.00 pour cette manifestation. Le fait que l'on ait mis quelques francs initialement a permis à ceux-ci d'avoir un effet multiplicateur auprès d'autres intervenants. Le Canton lui-même est sponsor de l'événement et j'ai vu qu'il y avait de très nombreuses associations qui portent cet événement. On pourra vous donner le budget qui va être public lors d'une prochaine édition.

- **Mme Maria Sisto, Fourmi rouge**

Je vois que, sans surprise, la permanence Info-Natu relève une baisse de sa fréquentation parce qu'avec la nouvelle loi, l'accès à la naturalisation est beaucoup plus difficile. J'aimerais savoir si on pourrait avoir des chiffres, à combien se chiffre cette baisse, finalement.

- **M. Oumar Niang, Municipal**

Je n'ai pas les chiffres en tête, mais on a fait un rapport à la Municipalité. Si vous le permettez, je viendrai la prochaine fois avec des réponses chiffrées.

- **M. Jean-François Clément, Syndic**

En appui de ce que dit M. Niang, il faut savoir que, à Renens, parce que la loi a changé, de très très nombreuses personnes ont déposé un dossier. Ce qui fait que toutes celles et ceux qui étaient en questionnement sur cette naturalisation l'ont fait bien avant et on a eu jusqu'à 600/700 dossiers. Forcément, maintenant, de ce fait il y a un creux qui s'exprime puisque les personnes qui avaient envie de faire la démarche ont profité de la faire avec les anciennes conditions. C'est aussi un des éléments qui explique pourquoi, aujourd'hui, nous recevons moins de monde.

- **M. Oumar Niang, Municipal**

Il faut également dire que ce sont les personnes qui ont le plus besoin d'être accompagnées qui viennent nous voir, celles qui ont fait les tests Fide, celles qui ont besoin d'être encouragées, soutenues, accompagnées pour répondre à cette attente. Si vous êtes francophone d'origine, vous n'avez pas besoin de faire la formation Fide, pour ceux qui parlent le français et l'écrive. Mais ceux qui ont fait ce test ont besoin d'être accompagnés pour mieux connaître leur commune, leur canton avec des gens qui ont de l'expérience, c'est juste pour se rassurer avant l'épreuve.

La discussion est toujours ouverte. La parole n'étant plus demandée, M. le Président clôt ce point de l'ordre du jour.

6. Communications éventuelles de la Commission des finances

M. le Président invite M. Sylvain Richard, Président-rapporteur, à faire lecture de son rapport.

- **M. Sylvain Richard**

La Commission des finances s'est réunie en séance ordinaire le lundi 27 mars 2023 à 18h30 avec, à l'ordre du jour, 4 préavis.

Préavis No 37-2023 - Demande d'un crédit de CHF 570'000.00 TTC pour la réalisation des travaux électromécaniques sur l'infrastructure des routes cantonales et communales nécessaires à la mise en service de la gestion coordonnée du trafic de l'agglomération Lausanne- Morges (GCTA)

Ce préavis n'a soulevé aucune remarque de la Cofin qui accepte les incidences financières à l'unanimité des membres présents.

Préavis No 38-2023 - Plan Climat de la Ville de Renens 1ère génération 2023-2027

Les incidences financières " hors budget" sont dans le cas présent en dessous des seuils d'annonce à la CoFin, selon le préavis 1-2021 Autorisation générale pour la législature 2021-2026. La commission remercie la Municipalité pour la transparence dont elle fait preuve ici.

La CoFin accepte pour la forme et à l'unanimité des membres présents les incidences financières de ce préavis.

Préavis No 39-2023 - Place et mail du Marché - Ombrage, perméabilisation arborisation – Demande de crédit pour compléments paysagers.

A l'issu d'une longue délibération et de nombreux questionnements quant aux incidences financières d'un projet important pour la commune et le bien vivre de sa population, la CoFin remarque principalement que :

1. Il serait pertinent que la Cogest, dans la limite de ses compétences et en 2024, analyse ce dossier y compris le préavis 104-2016 non bouclé à ce jour. Ceci permettra de tirer les conclusions utiles pour éviter de telles situations dans le futur.
2. Les CHF 705'000.00 concernant les aménagements paysagers du mail du marché ne sont pas détaillés et offrent peu de lisibilité quant à la répartition des coûts. On peut par exemple supposer que, comme leurs congénères déjà plantés, les nouveaux arbres nécessiteront des fosses adaptées et donc quelques travaux de génie-civil.
3. Avec les documents à disposition et un temps limité, il n'a pas été possible à la commission d'arrêter un chiffre représentant les surcoûts effectifs des travaux sur le mail du marché.

A la question « Acceptez-vous les incidences financière du préavis 39-2023 telle que présenté » les commissaires présents ont voté : non 1 voix, abstention 5 voix.

Le lendemain de la CoFin et à la demande de celle-ci, votre serviteur a contacté notre boursier pour obtenir un complément d'information.

Des réponses seront amenées par les responsables des services concernés d'ici la séance de commission ad hoc.

Au vu de ce qui précède, la CoFin estime avoir effectué son travail préliminaire d'analyse. Elle passe le témoin aux commissaires du préavis mais reste à disposition si besoin.

Préavis No 40-2023 - Rue de Lausanne – secteur Hôtel-de-Ville / 1er-Août - Crédit d'ouvrage pour les collecteurs eaux claires – eaux usées lié à une modification de projet du préavis No 104-2016 - Axes forts de transports publics urbains (AFTPU) - Projet de tram (tram t1) entre la place de l'Europe à Lausanne et la gare de Renens - Requalification de l'avenue du 14-Avril - Collecteurs et travaux connexes.

Si le montant inscrit aux conclusions peut sembler important, il convient de rappeler ici que :

- La mise aux normes des canalisations communales est fixée dans le cadre global du PGEE.
- Cette dépense sera assurée par un prélèvement dans le fond de réserve « Réseau d'évacuation et d'épuration des eaux » compte 9280.1006.
- Ce fond est alimenté par une taxe affectée.

M. le Président remercie M. Richard pour son rapport et ouvre la discussion :

La parole n'étant pas demandée, M. le Président remercie M. Richard et la commission des Finances pour leur travail et passe au point 7 de l'ordre du jour.

7. Communications éventuelles de la Commission d'urbanisme et d'aménagement du territoire (CUAT)

M. Le Président passe la parole à Madame Muriel Rossel, Présidente de la commission :

• Mme Muriel Rossel, PSR

La CUAT (Commission Urbanisme et Aménagement du Territoire) s'est réunie ce mardi 28 mars 2023 à 19h. Elle a rencontré Mme Tinetta Maystre, Municipale de l'Urbanisme et Travaux ainsi que M. Martin Hofstetter, Chef du service de l'urbanisme, qui nous ont tenus au courant de l'avancée de divers dossiers urbanistiques et ont répondu de manière très claire et complète aux diverses questions des commissaires.

1. PACOM (plan d'aménagement communal) :

M. Hofstetter nous a présenté le PACOM et ses grandes lignes :

Le PACOM va remplacer l'actuel plan directeur qui date de 1947, mais qui tenait encore assez bien la route, à part l'aspect environnemental lié au réchauffement et la protection du patrimoine bâti et paysagé. Pour rappel, le PACOM est dirigé par le PDI (plan directeur intercommunal). Il est donc, par ce biais, en relation avec les plans des communes voisines. Le PACOM exclu les plans de quartiers spécifiques. Il concerne donc environ le 80% du territoire.

Il comporte 10 thèmes principaux dont : stationnement, patrimoine bâti, énergie, zone verdure, etc. Ce nouveau PACOM est assez « conservateur », préservant les quartiers-jardin p.ex.

Avancement du dossier :

Le PACOM est revenu du canton le 24 décembre 2022 avec 150 demandes, mais pas d'études complémentaires nécessaires. Le canton accepte sans conditions les 4 grands thèmes importants, à savoir : le stationnement, les bandes urbaines paysagères, les LUP et la protection du patrimoine bâti.

Le service d'Urbanisme travaille actuellement à ces demandes cantonales et pense arriver à y répondre d'ici à l'été 2023. Il prévoit donc une mise à l'enquête à la fin de l'été.

Dans ce but le service a prévu une présentation publique du PACOM dans la semaine du 21 au 25 août 2023, puis un vote au Conseil communal au cours de l'hiver 2023-24, soit après les conciliations pour donner suite aux oppositions.

2. Le Parc des Côtes (auparavant nommé Parc du Chêne)

Ce petit plan d'aménagement avance bien. Pour rappel il a pour objectif un dégrappage de la route et la plantation d'une zone de verdure.

Une info publique sera donnée fin avril, juste avant sa mise à l'enquête et un préavis devrait être soumis au Conseil Communal cet été.

3. Zone réservée « Les Palettes »

La commune travaille à mettre cette grande zone (actuellement pépinière Meylan) en zone réservée. Cet outil cantonal permet de se donner un temps de réflexion de 5 ans, prolongeable 3 ans. Un préavis sera soumis en temps voulu au Conseil Communal.

4. Malley

Il est convenu avec Mme Maystre que la CUAT rencontre bientôt les responsables de la Fabrique de Malley pour avoir des explications sur ce vaste sujet.

M. le Président remercie Mme Rossel et ouvre la discussion :

La parole n'étant pas demandée M. le Président passe au point 8 de l'ordre du jour.

8. Communications éventuelles de la Commission régionale et intercommunale (CRI) et rapport(s) éventuel(s) des membres de conseils intercommunaux – art. 41 du Règlement du Conseil communal

M. le Président passe la parole à M. Pierre Borloz, Président de la CRI :

- **M. Pierre Borloz, PSR**

La CRI s'est réunie ce mardi 28 avec pour objectif de parler de l'ORPC, je remercie M. Oumar Niang d'être venu nous éclairer sur les diverses possibilités qui se proposent dans le futur à notre protection civile. Par là-même, j'ai été interpellé par l'ARASOL au sujet des représentants de Renens ; suite à la démission de M. Ali Korkmaz, M. Rachid Taaroufi a été élu pour le Parti socialiste, mais n'est pas encore assermenté. Après contact avec M. Taaroufi, il accepte d'aller à la commission de gestion de l'ARASOL, qui aura lieu la semaine prochaine et il y sera présent avec voix consultative, ne pourra pas prendre de décision, mais pourra rapporter au Conseil de Renens.

M. le Président ouvre la discussion :

La parole n'étant pas demandée, Monsieur le Président remercie M. Borloz et passe au point 9 de l'ordre du jour.

9. Changement de la composition des commissions permanentes et des commissions intercommunales

M. le Président annonce que le bureau n'a reçu à ce jour aucun changement au sein des commissions, il ouvre toutefois la discussion :

La parole n'étant pas demandée, il clôt ce point et passe au point 10 de l'ordre du jour.

10. Rapport de commission - Préavis No 29-2022 - Rapport de la Municipalité sur l'état au 31 décembre 2021 des postulats et motions - Demandes de prolongation de délai - Réponses de la Municipalité à différents postulats et motions

M. le Président invite Mme Maria Sisto, Présidente-rapporteur à lire son rapport.

- **Mme Maria Sisto, Fourmi rouge**

La commission en charge d'étudier ce préavis s'est réunie le mardi 10 janvier à 19h30 à la salle de CJS, rue de Lausanne 21.

Présents : Favre Simon, Gruber Florian, Joliat Rosana, Korkmaz Mehmet, Neal Richard, Plattner Laurence, Mulopo Robert, Racloz Colette, Thode Angela, Wilczynski Ignacy, Maria Sisto, Présidente-rapporteur

Excusés : Golaz Grilli Elodie, Scala Michele

Représentants de la Municipalité : M. Jean-François Clément, Mme Karine Clerc, Mme Nathalie Jaccard

Motion de M. Gilbert Stöckli relative à la création d'une bibliothèque municipale, du 23 mars 1995 / Motion du groupe libéral concernant un projet de bibliothèque, du 14 décembre 2000

Un des points compliqués dans l'utilisation du fond Gilbert Stöckli est le fait qu'il est précisé qu'il doit être investi dans des ouvrages non-politiques. Dans la mesure où Renens possède déjà plusieurs bibliothèques (Léman, BCU, Globlivres, ...), le projet actuel pour ce fond est son utilisation pour le projet de l'îlot de la Savonnerie.

Question : Où en est-on avec le projet de la savonnerie? Quels sont les délais attendus pour l'exécution du projet?

Réponse : Le projet est en retard car une partie de l'espace est utilisé pour le chantier des travaux du tram. Un projet devrait être proposé dans les 6 prochains mois avec un crédit d'étude. Un des éléments qui sera proposé est l'abonnement à des revues du monde entier sur des sujets divers, possiblement dans différentes langues.

Question : Pourquoi n'est-il pas possible de fermer ce postulat qui est ouvert depuis maintenant 28 ans ?

Réponse : Car un fond monétaire de plus d'un million y est lié et ne peut être utilisé pour d'autres choses. Le retard dans l'exécution de ce projet s'explique aussi par le manque de finances de la

commune entre 1990 et 2000, qui a rendu impossible l'ouverture d'une bibliothèque au vu de la charge salariale que cela implique.

Question : il n'y a donc pas du tout de délais?

Réponse : Si, si le leg n'a pas été utilisé au bout de 50 ans, l'argent retourne aux héritiers

Question : Serait-il possible de changer l'intitulé afin de permettre son utilisation dans un cadre plus souple ?

Réponse : Oui mais pour cela il faut s'adresser aux héritiers.

La commission de gestion accepte à l'unanimité de présents de suivre la Municipalité dans sa proposition au Conseil communal de repousser le délai de réponse à ces deux motions.

Postulat de Mme Florence Widmer "Mèbre-Source-Midi, trois rues pour les piétons", du 7 mars 2013 / Motion de M. Vincent Keller "Pour un centre-ville du XXIe siècle : moderne et piétonnier", du 20 juin 2013

Ce préavis est gardé comme "aiguillon" en attendant que les travaux du tram soient terminés.
Pas de questions

La commission de gestion accepte à l'unanimité de présents de suivre la Municipalité dans sa proposition au Conseil communal de repousser les délais de réponse à cette motion ainsi qu'à ce postulat.

Postulat de M. Didier Divorne "Pour une aide au logement pour 1564 personnes", du 12 septembre 2013

La mise en œuvre est complexe à mettre en place, c'est pour cela que ça prend du temps, mais l'aboutissement est imminent. Les services BaDoLog et Enfance Cohésion sociale collaborent activement en vue de présenter un préavis.

Pas de questions

La commission de gestion accepte à l'unanimité de présents de suivre la Municipalité dans sa proposition au Conseil communal de repousser le délai de réponse à ce postulat.

Postulat de Mme Line Rouyet et M. Oumar Niang "Pour un espace culturel au centre-ville de Renens", du 20 juin 2013

Question : Ne serait-il pas possible de lier ce projet avec le fond Gilbert Stöckli?

Réponse : L'idée est effectivement de créer dans l'îlot de la Savonnerie un espace de mutualisation des ressources et des lieux, et de favoriser la création d'un réseau.

La commission de gestion accepte à l'unanimité de présents de suivre la Municipalité dans sa proposition au Conseil communal de repousser le délai de réponse à ce postulat.

Motion de Mme Elodie Golaz Grilli "Harmonisation des horaires d'ouverture des commerces avec l'Ouest lausannois", du 8 octobre 2015

La colonne vertébrale de ce projet est l'ACR, dont la ville est membre et paie une cotisation. Nous sommes donc en attente de l'avis des petits commerçants sur l'ouverture à 18h le samedi.

Question : Peut-on interdire aux grandes enseignes de fermer plus tard et l'autoriser pour les petits commerçants ?

Réponse : C'est le cas pour les commerces familiaux.

La commission de gestion accepte à l'unanimité de présents de suivre la Municipalité dans sa proposition au Conseil communal de repousser de repousser le délai de réponse à cette motion.

Postulat de M. Nicolas Freymond "Renens à 30 km/h la nuit ?", du 22 juin 2017

Nous attendons les résultats des tests Lausannois. De plus, en raison des travaux, des tests sont difficilement réalisables actuellement.

Question : Pourrais-t-on déjà faire des essais dans certaines rues ?

Réponse : Non car il ne reste plus vraiment des rues actuellement pour faire ces tests avec les travaux. De plus, 19km des 33km de routes de la commune sont déjà à 30km/h

Remarques : Une conseillère note qu'il serait judicieux de faire des tests afin de s'assurer que les 30km/h sont respectés là où il sont actuellement en place et faire des tests de bruits la nuit dans les quartiers les plus sensibles. De plus, il serait important de consulter le SDIS pour ce genre de décisions car les limitations de vitesse impactent aussi les pompiers.

La commission de gestion accepte par 8 oui et deux absentions de suivre la Municipalité dans sa proposition au Conseil communal de repousser le délai de réponse à ce postulat.

Postulat de M. François Delaquis "Quelle politique avons-nous ou voulons-nous pour le sport à Renens, avec quels moyens, quelles ressources, un inventaire et des réalisations pour le bien de chacune et de chacun ?", du 22 juin 2017

Après l'engagement d'un délégué des sports et un questionnaire à la population, nous attendons des résultats qui ne sauraient tarder à venir.

Pas de questions

La commission de gestion accepte à l'unanimité de présents de suivre la Municipalité dans sa proposition au Conseil communal de repousser de repousser le délai de réponse à ce postulat.

Postulat de Mme Nicole Haas-Torriani "Pour promouvoir dans nos rues la connaissance de l'histoire de notre pays", du 21 juin 2018

Mme Haas-Torriani souhaitait changer les plaques de rues, ce qui ne nous a pas semblé satisfaisant. Des actions sont actuellement en cours, mais de manières différentes. Par exemple, des balades en été avec un médiateur culturel, un archiviste, ou même des aînés afin de profiter de leurs savoirs sur l'histoire de la ville.

Question : A propos de la plaque qui devait 'être mise sur la fontaine du village, quand cela va-t-il se faire ?

Réponse : Nous allons nous renseigner, la plaque est en cours de réalisation.

La commission de gestion accepte à l'unanimité de présents d'accepter la réponse de la Municipalité à ce postulat.

Postulat de Mme Muriel Rossel "La fracture numérique : une réalité source de marginalisation et d'inégalité... Réduisons-la à Renens", du 11 octobre 2018 / Postulat de M. Stéphane Montabert "Pour un accès efficace aux diverses aides proposées à Renens", du 13 décembre 2018 / Postulat de M. François Delaquis "Transformation numérique: une reconfiguration de la notion de service public pour nous Administration? Un état des lieux pour ne laisser personne se déconnecter", du 12 décembre 2019

Plusieurs actions sont en cours. Une des choses ayant déjà été réalisée est la création d'une page internet afin de clarifier les différentes subventions. De plus, l'appel à projet pour la mise en place d'un projet pour une solution à l'échelle des 8 communes du District de l'Ouest a été accepté.

La commission de gestion accepte à l'unanimité de présents d'accepter la réponse de la Municipalité au postulat de M. Montabert et de suivre la Municipalité dans sa proposition au Conseil communal de repousser le délai de réponse aux postulats de Mme Rossel et de M. Delaquis.

Postulat de M. Jean-Marc Dupuis intitulé "De l'oxygène pour les Renonais, de l'hydrogène pour les transports", du 27 juin 2019

Pour l'instant, la station de Crisser satisfait aux besoins de la région.

Remarque par un conseiller communal : L'hydrogène comporte lui-même ses risques, dont le fait qu'il s'agit d'un gaz hautement explosif. De plus, l'hydrogène doit être fabriqué par des sources d'énergies qui ne sont-elles mêmes pas vertes.

La commission de gestion accepte à l'unanimité de présents d'accepter la réponse de la Municipalité à ce postulat.

Postulat de M. François Delaquis intitulé "Le prix d'achat et ses composants, un rapport différent et un nouvel équilibre durable à trouver", du 10 octobre 2019

Pas de questions

La commission de gestion accepte à l'unanimité de présents de suivre la Municipalité dans sa proposition au Conseil communal de repousser le délai de réponse à ce postulat.

Postulat de Mme la Conseillère communale Elodie Golaz Grilli intitulé "Pour que Renens rejoigne le Rainbow Cities Network", du 5 mars 2020

Rejoindre ce réseau implique une politique claire et inclusive. Le travail de réflexion en vue de proposer des mesures à l'échelle de la Ville est à bout touchant...

Pas de questions

La commission de gestion accepte à l'unanimité de présents de suivre la Municipalité dans sa proposition au Conseil communal d'accorder un délai de réponse à ce postulat.

Postulat de Mme la Conseillère communale Frédérique Beauvois intitulé "Joue-la comme Renens ! Des stages de vacances made in Renens, organisés pour et par les Renanais", du 25 juin 2020

Lors des dernières vacances, seuls deux jours n'étaient pas couverts par des activités ou camps. La ville reste ouverte aux clubs et associations afin de venir étoffer l'offre d'activités.

Question : Est-ce que beaucoup de gens n'arrivent pas à avoir de place dans les camps ?
Réponse : Oui, c'est pour cela qu'il y a un système de tournus, afin que ce ne soient pas toujours les mêmes personnes qui puissent partir.

Question : Est-il possible de savoir combien de familles sont refusées ? Afin de pouvoir mesurer le manque ?

Réponse : Les camps ont des listes d'attente, il serait donc possible de savoir combien de personnes sont sur ces listes.

Question : Les inscriptions sont-elles uniquement pour les habitants de la commune ?

Réponse : S'il y a de la place, les personnes hors de la commune peuvent s'inscrire. Mais il n'y a pas de contrôle du domicile des enfants lors de leur inscription à une activité.

La commission de gestion accepte à l'unanimité de présents de suivre la Municipalité dans sa proposition au Conseil communal d'accorder un délai de réponse à ce postulat.

Postulat de Mme la Conseillère communale Marie Schneider intitulé "Tampons et serviettes hygiéniques mis à disposition gratuitement dans les établissements scolaires renanais", du 25 juin 2020

Pas de questions

La commission de gestion accepte à l'unanimité de présents d'accepter la réponse de la Municipalité à ce postulat.

Postulat de Mme la Conseillère communale Frédérique Beauvois et de M. le Conseiller communal Jean-Marc Dupuis intitulé "Des infrastructures saines et adaptées aux besoins actuels au stade du Censuy", du 8 octobre 2020

Pas de questions

La commission de gestion accepte à l'unanimité de présents de suivre la Municipalité dans sa proposition au Conseil communal d'accorder un délai de réponse à ce postulat.

Postulat de Mme la Conseillère communale Nathalie Jaccard intitulé "Un braquet solidaire", du 8 octobre 2020

Pas de questions

La commission de gestion accepte à l'unanimité de présents de suivre la Municipalité dans sa proposition au Conseil communal d'accorder un délai de réponse à ce postulat.

Postulat de Mme la Conseillère communale Elodie Golaz Grilli intitulé "Une multimodalité accessible", du 5 novembre 2020

Pas de questions

La commission de gestion accepte à l'unanimité de présents d'accepter la réponse de la Municipalité à ce postulat.

Postulat de M. le Conseiller communal Rachid Taaroufi intitulé " uvrer pour la création d'un dispositif d'insertion professionnelle pour les 50 ans et plus", du 10 décembre 2020

Pas de questions

La commission de gestion accepte à l'unanimité de présents de suivre la Municipalité dans sa proposition au Conseil communal d'accorder un délai de réponse à ce postulat.

Je vais maintenant vous lire les conclusions que nous avons tirées de ces discussions.

- **M. le Président**

Excusez-moi, Madame Sisto, les conclusions c'est juste après. Vous ne souhaitez pas intervenir, faire de commentaire particulier sur le rapport ?

- **Mme Maria Sisto**

Tous les points ont été acceptés à l'unanimité sauf un, qui est le postulat de M. Nicolas Freymond qui est accepté à 8 oui et 2 abstentions, il n'y a pas eu beaucoup de changements.

M. le Président remercie Mme Sisto et ouvre la discussion :

- **M. Jean-Marc Dupuis, PLR-PVL**

J'ai quelques petites remarques : mon intervention est par rapport au postulat sur l'hydrogène. Mais d'abord, je voulais parler un peu de forme et de fond. Au niveau de la forme, quand on a inventé cette méthode de tout regrouper parce qu'on avait à moitié pas trop envie de répondre

aux postulats, certes, c'est pratique. Par contre, la moindre des choses ce serait peut-être de s'adresser aux postulants, respectivement à l'initiant, pour savoir s'il est ok ou pas ok, comme cela se faisait dans les temps passés. Là, je ne sais pas si les autres personnes dont la sage commission a décidé de classer ou poursuivre ont été contactées ou pas, en tous cas, pour mon cas, ce n'est pas ça. Maintenant, pour en revenir sur ce postulat sur l'hydrogène, la réponse « il y a une station à Crissier » c'est bien joli, mais ce n'est pas du tout le but du postulat qui date, certes de 2019. Il était en appui à une société qui était aux Ateliers à l'époque qui s'appelait EH Group qui était une société au top dans le développement des technologies à base d'hydrogène et qui avait besoin de certaines conditions-cadre. C'est pour cela que j'avais déposé ce postulat à l'époque pour qu'ils puissent développer leur système qui marche assez bien, il a été primé dans le cadre du programme Horizon 2020 et reçu des subventions européennes de passé CHF 1'500'000.00, ce n'était pas quelque chose d'anodin. Maintenant effectivement, la société a déménagé, elle est sur Nyon. Pour le classement, je suis parfaitement ok, par contre la manière de traiter ce genre de préavis, je trouve ça un petit peu léger.

- **Mme Maria Sisto, Fourmi rouge**

Je voulais juste vous dire que c'est un peu dommage que les représentants de votre parti à la Cogest, qui ont siégé avec nous à cette commission, n'aient pas pu porter votre parole et vos inquiétudes vis-à-vis de ce préavis, parce qu'en tous cas, ce n'est pas que je ne l'ai pas noté au pv, il n'y a pas eu débat à ce niveau-là. Je pense que vous êtes élu ici, ça ne m'est pas venu à l'esprit que je devrais vous contacter directement alors que vous aviez des représentants de votre parti qui siègent avec moi. Désolée.

- **Mme Rosana Joliat, PLR-PVL**

Pour répondre à Mme Sisto de la commission de Gestion, puisque j'en fais partie aussi et que j'étais à ce préavis. Je suis désolée, je n'avais pas à prendre la parole à la place du postulant, même s'il fait partie de mon groupe politique. Il est vrai qu'il y a eu un manquement, on aurait dû inviter les personnes qui avaient déposé des postulats et des motions.

- **Mme Maria Sisto, Fourmi rouge**

Si c'est ce qu'il faut faire, je souhaiterais que l'on communique correctement aux Présidents des commissions afin que l'on sache ce qu'il faut faire. Je tiens à préciser que je fais ce qu'on me demande dans les procédures et que cela ne faisait pas partie de la procédure. Vu que la présidence c'est une année, si vous pensez que c'est pertinent, je vous invite à le mettre dans la procédure, vu qu'on aime bien les procédures ici.

- **M. le Président**

La discussion est toujours ouverte :

La parole n'est plus demandée, la discussion est close. Mme Sisto, vous pouvez procéder à la lecture des conclusions.

- **Mme Maria Sisto, Fourmi rouge**

CONCLUSIONS

LE CONSEIL COMMUNAL DE RENENS,

Vu le préavis N° 29-2022 de la Municipalité du 7 novembre 2022,
Où le rapport de la Commission désignée pour étudier cette affaire
Considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

DECIDE

D'approuver le rapport de la Municipalité sur l'état des postulats et motions en suspens au 31 décembre 2021.

De considérer qu'il a été répondu aux postulats ci-dessous :

- Postulat de Mme Nicole Haas-Torriani "Pour promouvoir dans nos rues la connaissance de l'histoire de notre pays", du 21 juin 2018
- Postulat de M. Stéphane Montabert "Pour un accès efficace aux diverses aides proposées à Renens", du 13 décembre 2018
- Postulat de M. Jean-Marc Dupuis intitulé "De l'oxygène pour les Renanais, de l'hydrogène pour les transports", du 27 juin 2019
- Postulat de Mme la Conseillère communale Marie Schneider intitulé "Tampons et serviettes hygiéniques mis à disposition gratuitement dans les établissements scolaires renanais", du 25 juin 2020
- Postulat de Mme la Conseillère communale Elodie Golaz Grilli intitulé "Une multimodalité accessible", du 5 novembre 2020

D'accepter de repousser le délai de réponse aux motions et postulats suivants : (à l'unanimité, à l'exception du postulat de Nicolas Freymond qui a été accepté par 8 oui et 2 absentions)

- Motion de M. Gilbert Stöckli relative à la création d'une bibliothèque municipale, du 23 mars 1995 / Motion du groupe libéral concernant un projet de bibliothèque, du 14 décembre 2000.
- Postulat de Mme Florence Widmer "Mèbre-Source-Midi, trois rues pour les piétons", du 7 mars 2013 / Motion de M. Vincent Keller "Pour un centre-ville du XXI^e siècle : moderne et piétonnier", du 20 juin 2013
- Postulat de M. Didier Divorne "Pour une aide au logement pour 1564 personnes", du 12 septembre 2013
- Postulat de Mme Line Rouyet et M. Oumar Niang "Pour un espace culturel au centre-ville de Renens", du 20 juin 2013
- Motion de Mme Elodie Golaz Grilli "Harmonisation des horaires d'ouverture des commerces avec l'Ouest lausannois", du 8 octobre 2015
- Postulat de M. Nicolas Freymond "Renens à 30 km/h la nuit ?", du 22 juin 2017
- Postulat de M. François Delaquis "Quelle politique avons-nous ou voulons-nous pour le sport à Renens, avec quels moyens, quelles ressources, un inventaire et des réalisations pour le bien de chacune et de chacun ?", du 22 juin 2017
- Postulat de Mme Muriel Rossel "La fracture numérique : une réalité source de marginalisation et d'inégalité... Réduisons-la à Renens", du 11 octobre 2018 / Postulat de M. François Delaquis "Transformation numérique : une reconfiguration de la notion de service public pour nous Administration ? Un état des lieux pour ne laisser personne se déconnecter", du 12 décembre 2019

- Postulat de M. François Delaquais intitulé "Le prix d'achat et ses composants, un rapport différent et un nouvel équilibre durable à trouver", du 10 octobre 2019
- Postulat de Mme la Conseillère communale Elodie Golaz Grilli intitulé "Pour que Renens rejoigne le Rainbow Cities Network", du 5 mars 2020
- Postulat de Mme la Conseillère communale Frédérique Beauvois intitulé "Joue-la comme Renens ! Des stages de vacances made in Renens, organisés pour et par les Renanais", du 25 juin 2020
- Postulat de Mme la Conseillère communale Frédérique Beauvois et de M. le Conseiller communal Jean-Marc Dupuis intitulé "Des infrastructures saines et adaptées aux besoins actuels au stade du Censuy", du 8 octobre 2020
- Postulat de Mme la Conseillère communale Nathalie Jaccard intitulé "Un braquet solidaire", du 8 octobre 2020
- Postulat de M. le Conseiller communal Rachid Taaroufi intitulé "œuvrer pour la création d'un dispositif d'insertion professionnelle pour les 50 ans et plus", du 10 décembre 2020.

M. le Président met les conclusions du préavis au vote :

39 oui

10 non

9 abstentions

**C'EST A UNE LARGE MAJORITE QUE LES CONCLUSIONS DU PREAVIS SONT
ACCEPTÉES**

La parole n'étant plus demandée, Monsieur le Président remercie Mme Sisto et sa commission pour leur travail, il clôt ce point et passe au point 11 de l'ordre du jour.

11. Rapport de commission – Préavis No 35-2023 - *Prolongation du préavis No 55-2019 – Crédit- cadre pour les études urbaines 2019-2023*

M. le Président invite Mme Roxane Gubler, Présidente-rapporteur de la commission des finances à lire son rapport.

- **Mme Roxane Gubler, Les Vert.e.s**

La commission s'est réunie le jeudi 9 mars 2023 à 18h30, à la salle de conférence 01 du Centre technique communal, rue du Lac 14.

Elle était composée de Sylvain RICHARD, Verena BERSETH, Carole CASTILLO, Jean-François CONSTANT, Gérard DUPERREX, Muriel ROSSEL, Awa DIÉDHIOU NDEYE, Ignacy WILCZYNSKI et Roxane GUBLER (présidente-rapporteuse).

La Municipalité était représentée par Madame Tinetta MAYSTRE, Conseillère municipale, qui était accompagnée de Monsieur Martin HOFSTETTER, Chef du service de l'urbanisme.

Pour rappel, le présent préavis a pour but de solliciter formellement auprès du Conseil communal, suivant ainsi les recommandations du Canton, la prolongation de l'échéance du crédit-cadre du préavis N° 55-2019 – Crédit-cadre pour les études urbaines 2019-2023.

Contexte

En novembre 2019, le vote du préavis N°55-2019 – Crédit-cadre pour les études urbaines 2019-2023 – a donné au Service de l'urbanisme les moyens financiers de lancer les études liées au plan d'affectation communal (PACom), à d'autres plans d'affectation et à des études sur des thèmes spécifiques. La commission en charge d'étudier le préavis N°55-2019 avait adopté les conclusions de ce préavis à l'unanimité et émis le vœu suivant: *«Le Conseil communal recevra une information précise et régulière, au minimum une fois par an, sur les objectifs et l'avancement des études».*

M. Hofstetter présente les projets compris dans ce préavis et fait un point de situation.

Le PACom qui est le plus gros ouvrage financé par le préavis N°55-2019 se concentre sur 4 axes: augmentation de la nature, réduction du transport individuel motorisé (TIM), augmentation des logements d'utilité publique (LUP) et plus d'attention sur le patrimoine construit. C'est en fait une nouvelle manière de voir et penser la ville. Début 2020, le démarrage du projet a été un peu freiné par la crise sanitaire. Printemps 2022, le projet abouti a été proposé à la Municipalité, puis présenté au Conseil communal en avril 2022 dans le but de répondre au vœu émis par la commission en 2019. Il a ensuite été envoyé au Canton pour un examen préalable qui s'est prolongé jusqu'à fin décembre 2022. Aujourd'hui, le document est en cours d'adaptation suite aux demandes de corrections du Canton. Il sera mis à l'enquête publique cet été. Après traitement des éventuelles oppositions, il sera renvoyé au Canton pour approbation finale.

En plus du PACom, le préavis a permis de financer les études nécessaires au traitement d'autres plans d'affectation (PA) comme par exemple le PA du collège Verdeaux-Pépinieres-Saugiaz. Il a aussi permis de revoir d'autres plans de zone et de mener des études sur des thèmes spécifiques comme l'énergie, la mobilité douce et l'étude du paysage.

Aujourd'hui, le Service de l'urbanisme a dépensé environ 60% du montant prévu dans le préavis N°55-2019. D'après les prévisions, le budget alloué initialement sera suffisant. Concernant le calendrier, la Municipalité a constaté que la durée fixée dans le préavis N° 55-2019 – Crédit-cadre pour les études urbaines 2019-2023 – ne correspondait pas à la réalité de la démarche en cours. Elle sollicite donc l'approbation du Conseil communal pour faire partir ce délai depuis le début des études, soit le 1^{er} juillet 2020, et par conséquent pour fixer son échéance au 30 juin 2025. Cette demande avait préalablement été présentée à la COFIN qui a estimé qu'elle n'était pas de sa compétence étant donné que c'est le terme et non le montant qui doit être adapté.

Un commissaire remercie M. Hofstetter et Mme Maystre pour cette présentation qui fût très utile étant donné que le préavis N° 55-2019 n'était pas joint aux documents.

Questions de la commission et réponses

Q1. Pourquoi réunir une commission pour une formalité ?

La Municipalité a consulté la Préfecture et le Canton qui ont tous deux recommandé de procéder ainsi.

Q2. Dans les projections présentées, qu'est-ce qui est engagé financièrement et qu'est-ce qui est seulement estimé?

M. Hofstetter n'a pas le détail sur ce qui est déjà engagé et ce qui ne l'est pas, mais ces précisions pourraient éventuellement être transmises ultérieurement. M. Hofstetter rassure: le Service de l'urbanisme ne cherche pas à financer des études supplémentaires, mais uniquement à concrétiser ce qui est déjà entrepris.

Q2. Est-ce que les implications de ce préavis sont au budget 2023?

Non, étant donné que ce préavis n'a pas d'incidence sur le budget, ni sur l'amortissement. Ceci avait d'ailleurs été évoqué en COFIN. Les implications apparaîtront dans les comptes et elles ont, par ailleurs, été annoncées dans le plan des investissements. Par conséquent, ceci a été fait en toute transparence.

Q2. La commission en charge d'étudier le préavis N°55-2019 avait émis le vœu suivant: «Le Conseil communal recevra une information précise et régulière, au minimum une fois par an, sur les objectifs et l'avancement des études». Est-ce que ça a été le cas?

Oui, l'avancement du PACOM a été régulièrement présenté à la CUAT ainsi que d'autres projets compris dans ce préavis. Une fois abouti, le PACOM a été présenté au Conseil communal en 2022. Le Canton a par ailleurs estimé que la Municipalité n'aurait pas eu le droit de faire cette présentation car le PACOM n'est pas encore terminé et validé. Mais il tenait à cœur à la Municipalité d'être transparente et de répondre au vœu exprimé en 2019.

Délibération de la commission

Un commissaire observe qu'il aurait été utile de recevoir le préavis N° 55-2019 et le rapport de la commission avec le préavis N° 35-2023.

La commission constate que le vœu émis en 2019 a bien été entendu et que la Municipalité a agi en conséquence.

La Municipalité a pu répondre à toutes les questions de la commission. Après délibération, la commission accepte à l'unanimité les conclusions du préavis

M. le Président ouvre la discussion sur ce préavis :

- **M. Jean-François Constant, PLR-PVL**

Je voulais juste, par rapport à ce préavis, qui, pour certains, était une formalité, remercier Mme Maystre et M. Hofstetter pour le travail qu'ils nous ont présenté, parce qu'on a eu un résumé assez étendu de ce qui avait été fait depuis 2019. Simplement, lorsqu'il est précisé que toutes les questions ont été répondues... non. Il y a une question qui est restée ouverte concernant ce qui est actuellement encore engagé et ce qui est prévu. Et, donc, j'aimerais avoir le détail de ce qui est engagé et de ce qui est prévu. Et, simplement au niveau formel, je me posais la question de savoir comment se fait-il qu'aujourd'hui, alors qu'on ne parle plus de Covid, on ne signe plus les préavis ? Parce que là, en l'occurrence, on ne me l'a pas soumis pour signature.

- **M. le Président**

Je me permets juste d'intervenir. En effet, tous les préavis, droits d'initiative doivent être signés. Donc, volontiers s'il (*le rapport*) peut être signé en fin de séance.

- **Mme Carole Castillo, Fourmi rouge**

Monsieur le Conseiller, nous étions réunis en commission pour un préavis de temporalité. La Municipalité ne nous demandait pas de financement. Pour rappel, en 2019, la commission a voté pour un certain montant, mais se préoccupait si ce montant serait suffisant. Et aujourd'hui, on aimerait faire, ou quelques-uns aimeraient faire ce qu'on appelle de la cogestion sur ce qui a été décidé en 2019, sous prétexte de faire quelques économies de bouts de chandelles sur ce qui n'est pas encore engagé. Je pense que ce travail la Municipalité l'a déjà fait. Elle recherche toujours ce qui peut être, pour nos finances, le meilleur. Donc avec votre vœu ou votre question vous forcez des portes ouvertes et, pour moi, je ne vous soutiendrai pas dans cette démarche, en tant que commissaire de ce préavis.

- **Mme Tinetta Maystre, Municipale**

Il est vrai que ce débat on l'a eu au moment de la commission et les commissaires, j'ai beaucoup apprécié merci à vous, ont effectivement compris qu'il n'était pas question de finances, mais plutôt de temporalité. Vous proposez de nous donner le délai supplémentaire et on vous en remercie. Concernant les finances, nous avons simplement expliqué que nous pensons que l'enveloppe suffit, que nous avons déjà dépensé, on avait donné les chiffres au 31 décembre, environ 60%. Cela veut dire que sur le budget alloué d'un million cinquante, nous en avons dépensé au 31 décembre environ six cent mille. C'est vrai que sur le tableau que nous avons projeté alors, il était écrit « engagé, estimé » un montant de CHF 447'000.00, j'arrondis, on ne va pas aller dans le détail. Et vous vous étiez interrogés « mais qu'est ce qui est engagé, qu'est ce qui est estimé ? ». Je vais répondre par une pirouette, mais ce n'est pas une pirouette pour embêter... C'est en fait « engagé sur la base d'estimations ». Tout est engagé, nous avons des mandataires qui travaillent et qui nous suivent jusqu'au bout de la procédure, c'est-à-dire l'enquête, les réponses aux oppositions, les éventuelles démarches au niveau juridique et nous pensons, nous espérons, ne pas utiliser tout. Mais nous pensons que nous avons besoin de cette enveloppe jusqu'au bout. Il est vrai que ce sont encore des estimations, ce sont des gens qui travaillent à l'heure, donc s'ils font plus d'heures, ce sera plus. Les mots « engagé estimé » c'est vraiment compris en tant que tel : engagé sur la base d'estimations.

- **M. Jean-Marc Dupuis, PLR-PVL**

Je voulais intervenir avant Mme Maystre qui a fait une excellente réponse, merci. Effectivement, ce n'est pas de faire des économies de bouts de chandelles et de vouloir donner des leçons à tout le monde. Au niveau purement formel, le but d'un Conseil communal c'est d'accepter les conclusions d'un préavis. Quand une conclusion a un montant et une date, quand la date est finie, elle est finie, donc le montant est fini aussi... on redemande et il n'y a pas de problème. Je crois qu'il n'y a pas besoin de s'énerver. Maintenant, il est vrai qu'il y a une évolution qui se fait, des projets qui naissent, des projets qui doivent être étudiés, il y a besoin d'argent pour ça, c'est à ça que ça sert. Et il ne s'agit pas de faire des économies de bouts de chandelles, absolument pas. Il peut y avoir des ordres de grandeur en disant : on a mandaté tels et tels pour faire telles et telles études avant de présenter quelque chose de concret. Je pense que c'est bien d'avoir ça et ça a été bien répondu dans ce sens-là. Je ne crois pas qu'il faille commencer à stigmatiser pour dire qu'on veut faire des économies de bouts de chandelles ; ce sont des préavis qui engagent le futur de la Ville et quand on engage le futur de la Ville, je pense que ça vaut un peu plus que de traiter ça au coin du bar à la fin d'un Conseil communal.

- **M. Jean-François Constant, PLR-PVL**

En fait, je n'ai plus grand-chose à ajouter à ce que M. Dupuis vient de rajouter. Donc on est bien d'accord. Ceci dit, on a voté à l'unanimité ce préavis, donc il est bien clair qu'on n'est pas là pour faire de l'obstruction, pour poser des questions déplacées ou pour empêcher de travailler. Simplement, je pense que quand on réunit neuf Conseillers communaux, une Municipale et un Chef de service pour discuter de ce sujet ce soir-là, cela vaut la peine que l'on se pose toutes les questions que l'on peut se poser et, parfois, certaines questions peuvent avoir, aussi, un rôle

didactique intéressant parce que, sans doute, la temporalité et le Covid y sont pour quelque chose, mais on peut se demander aussi pourquoi on n'est pas arrivés, en fait, à tout consommer pendant la période prévue.

La parole n'étant plus demandée, M. le Président invite Mme Gubler à lire les conclusions du préavis.

CONCLUSIONS

LE CONSEIL COMMUNAL DE RENENS,

Vu le préavis N°35-2023 de la Municipalité du 20 février 2023,

Oùï le rapport de la Commission désignée pour étudier cette affaire,

Considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

AUTORISE la Municipalité à fixer l'échéance du crédit-cadre du préavis N° 55-2019 –
Crédit-cadre pour les études urbaines 2019-2023 – au 30 juin 2025

M. le Président met les conclusions du préavis au vote :

56 oui

0 non

2 abstentions

C'EST A L'UNANIMITE QUE LES CONCLUSIONS DU PREAVIS SONT ACCEPTEES

M. Le Président remercie Mme Gubler et sa commission pour leur travail, il clôt ce point et passe au point 12 de l'ordre du jour.

12. Dépôt de préavis, discussion préalable

Préavis No 37-2023 - Demande d'un crédit de CHF 570'000.– TTC pour la réalisation des travaux électromécaniques sur l'infrastructure des routes cantonales et communales nécessaires à la mise en service de la gestion coordonnée du trafic de l'agglomération Lausanne- Morges (GCTA)
Date et lieu proposés pour la séance de la Commission : Mardi 18 avril, à 19h00, Centre Technique communal CTC

Présidence : PSR

M. le Président annonce que la Présidence sera assurée par M. Jeton Hoxha

Commissaires :

PSR : M. Benoit Grégoire

Les Vert.e.s : M. Jonas Kocher, Mme Marie-Claude Kohler

Fourmi rouge : Mmes Verena Berseth, Elisabete Cunha

PLR-PVL : Mmes Elodie Golaz-Grilli, Sandra Martinelli

UDC : M. Ignacy Wilczynski

Préavis No 38-2023 - Plan Climat de la Ville de Renens 1ère génération 2023-27

*Date et lieu proposés pour la séance de la Commission : ~~Lundi 24 avril~~, **Mardi 30 mai**, 20h00, Centre Technique communal CTC*

Présidence : PLR-PVL

M. le Président annonce que la Présidence sera assurée par Mme Stéphanie Negri Capt

Commissaires :

PSR : Mme Muriel Rossel, M. Pierre Borloz

Les Vert.e.s : M. Jonas Kocher, Mme Mélinda Zufferey-Merminod

Fourmi rouge : Mme Marie Schneider, M. Mehmet Korkmaz

PLR-PVL : M. Florian Gruber

UDC : M. Ignacy Wilczynski

Préavis No 39-2023 - Place et mail du Marché - Ombrage, perméabilisation, arborisation – Demande de crédit pour compléments paysagers,

Date et lieu proposés pour la séance de la Commission : Mercredi 5 avril, à 19h00. Centre Technique communal CTC

Présidence : Fourmi rouge

M. le Président annonce que la Présidence sera assurée par Mme Carole Castillo

Commissaires :

PSR : Mme Awa Diédhiou Ndeye, M. Pierre Borloz

Les Vert.e.s : M. Basile Zufferey, Mme Angela Thode

Fourmi rouge : Mme Maria Sisto

PLR-PVL : MM. Gérard Duperrex, Pascal Golay

UDC : M. Roland Delapierre

Préavis No 40-2023 - Rue de Lausanne – secteur Hôtel-de-Ville / 1er-Août - Crédit d'ouvrage pour les collecteurs eaux claires – eaux usées lié à une modification de projet du préavis No 104-2016 - Axes forts de transports publics urbains (AFTPU) - Projet de tram (tram t1) entre la place de l'Europe à Lausanne et la gare de Renens - Requalification de l'avenue du 14-Avril - Collecteurs et travaux connexes

Date et lieu proposés pour la séance de la Commission : Lundi 17 avril à 19h00 Centre Technique communal CTC

Présidence : Les Vert.e.s

M. le Président annonce que la Présidence sera assurée par Mme Roxane Gubler

Commissaires :

PSR : MM. Robert Mulopo, Benoît Grégoire

Les Vert.e.s : M. Sylvain Richard

Fourmi rouge : Mmes Verena Berseth, Fatma Tayfur

PLR-PVL : Mme Stéphanie Negri Capt, M. Gérard Duperrex

UDC : M. Roland Delapierre

M. le Président en profite pour rappeler que la date de remise des rapports est fixée au plus tard au lundi 1er mai à midi et ouvre la discussion :

- **Mme Zurcher Maquignat, Municipale**

Vous avez tous reçu les documents du plan climat et le préavis qui l'accompagne. J'imagine que vous n'avez pas encore eu le temps de vous y plonger, ce n'est pas un problème, on va prendre le temps de faire les choses correctement. Effectivement, il y a eu une demande qui nous est remontée du Bureau qui nous a signalé qu'on allait peut-être un peu vite avec la façon de vous soumettre ces documents et qu'il fallait peut-être prévoir un peu plus de temps pour que vous puissiez vous y plonger et vous poser toutes les questions qu'il faut. Il n'y a aucun souci de ce côté-là, on vous a entendu. En fait, la présentation du plan climat qui était prévue pour ce soir est repoussée au prochain Conseil, elle aura lieu le 11 mai en séance de pré-Conseil à 18h30. Vous aurez droit à une demi-heure de présentation par Mme Caroline Tacchini, qui est la principale responsable de ces documents et vous aurez droit aussi à un quart d'heure de questions. Pour ceux qui auront déjà un peu feuilleté les documents, vous aurez peut-être déjà des premières questions, ce sera l'occasion de les poser. Concernant la séance de commission pour ce préavis, elle a, elle aussi, été un peu reculée dans le temps pour donner tout le temps aux commissaires de faire leur travail. La nouvelle date de commission qui est prévue c'est le mardi 30 mai à 20h00 et cette commission se réunira au CTC.

Enfin, j'ai une dernière chose à vous signaler en lien avec ce plan climat : nous avons prévu deux séances principalement pour l'Administration communale, mais aussi pour nos partenaires institutionnels où nous présenterons ce plan climat et nous permettrons aussi à ces gens-là de poser leurs questions. C'est le mercredi 3 mai de 18h00 à 19h30 à la Grange de Florissant et le jeudi 4 mai de 15h00 à 16h30 à la buvette de la Salle de spectacle. Vous êtes bien sûr les bienvenus, si vous avez envie d'assister à l'une de ces séances. Encore une fois, elles ne vous sont pas dédiées spécifiquement, mais si vous souhaitez en apprendre encore un peu plus avant de faire le grand saut dans un gros document, vous êtes bien sûr les bienvenus.

- **Mme Stéphanie Negri Capt, PLR-PVL**

Merci pour ces précisions, Madame Zurcher Maquignat. Effectivement, je me posais la question comment était-ce possible de faire une séance de commission le 24 avril avec une présentation au Conseil le 11 mai. Vous y avez répondu, je vous remercie. A savoir que le sujet risque d'être dense, est-ce que la séance de préavis est toujours maintenue à 20h00, le 30 mai ? Ou est-ce que l'heure est avancée, quitte à peut-être prévoir une seconde séance afin de ne pas déborder trop tard en soirée.

- **Mme Zurcher Maquignat, Municipale**

Effectivement, on n'a pas changé l'heure de la séance parce qu'il est vrai que faire une séance à rallonge en y ajoutant une heure et demi c'est toujours un peu pénible. En revanche, si après cette première séance vous jugez que vous avez besoin d'une seconde séance, c'est à vous de la demander, effectivement. Pas de souci.

- **M. Florian Gruber, PLR-PVL**

Je remercie la Municipalité et le Bureau pour avoir tenu compte de notre demande, J'ai eu le temps de parcourir le document et je regrette que les indicateurs annoncés ne soient qu'indirectement corrélés aux émissions carbone liées ou de la Ville. Et de fait il est tout-à-fait possible que tous ces indicateurs montrent une belle réussite au fil du temps sans pour autant que le bilan carbone de la Commune ne soit significativement amélioré. Ce risque me semblant particulièrement important, je souhaiterais qu'un indicateur agrégeant l'ensemble des émissions carbone de ou liées à notre Commune au cours du temps soit définies dans toute la mesure du possible, proposées et discutées lors de la séance du préavis 38-2023.

- **M. Jonas Kocher, Les Vert.e.s**

Je vous avoue que je suis extrêmement déçu d'apprendre que l'on repousse d'un mois cette séance de commission. Il y a une urgence climatique, on est tous d'accord là-dessus et on se permet de repousser d'un mois. Ça veut dire qu'on ne le votera pas au mois de juin, on va le voter certainement en septembre ou en octobre. On prend acte de la stratégie climatique adoptée par la Municipalité. Ce n'est pas à ce préavis qu'on va venir dire à la Municipalité qu'ils doivent poser plus de panneaux solaires, qu'ils doivent poser des éoliennes ou qu'ils doivent aller faire des forages ou je ne sais quoi. On prend acte de la stratégie climatique. En plus, venant d'un groupe qui s'est permis de ne pas venir rejoindre le Bureau pour décider de ce genre de choses, qui a décidé lors de la convention de législature de ne pas vouloir participer à ce genre de choses, je trouve un petit peu grotesque. Je suis extrêmement déçu de ce choix d'avoir accepté de repousser. Il y a urgence, on est tous d'accord pour le dire, mais bizarrement, quand il faut se réunir et prendre des décisions, eh bien, on se tourne les pouces.

- **M. Stéphane Montabert, UDC**

Je voudrais contester les propos de l'intervenant précédent en disant que, non, nous ne sommes pas tous convaincus d'une quelconque urgence « la maison brûle » et tout ça, on va tous mourir dans d'atroces souffrances, mais nous ne sommes pas à un mois près. Mais bon, je parlerai à un autre moment du dérisoire de ces mesures.

- **Mme Stéphanie Negri Capt, PLR-PVL**

C'est pour répondre aux propos qui ont été tenus. Je pense que, justement, vue l'urgence climatique, on a vraiment envie de passer au travers de manière consciencieuse. Et la proposition de faire une séance de commission qui était fixée préalablement au lundi de la rentrée des vacances de Pâques, sachant que l'on vient de recevoir les documents, ne nous semblait pas suffisamment appropriée pour que chacun puisse prendre connaissance de ces documents qui sont très bien faits, qui sont très bien exposés et pour avoir des débats et une séance qui soient constructifs en commission. Je pense qu'il faut laisser à tout un chacun l'opportunité de parcourir ces documents. Je trouve aussi regrettable si certains d'entre nous ont prévu des vacances et des activités sociales ou en famille pendant les deux semaines de vacances de Pâques de ne pas prévoir suffisamment de temps, parce que, justement, il y a urgence. Je ne vais pas reprendre les paroles d'un Conseiller fédéral très apprécié, mais je pense que dans ce sens-là il est urgent d'attendre.

- **Mme Elodie Golaz Grilli, PLR-PVL**

Excusez moi d'être toujours avec ce sourire, mais... Monsieur Kocher, est-ce que vous vous entendez parler ? Est-ce que vous vous rendez compte que, oui, il y a urgence climatique, nous ne la renions pas, je crois que nous sommes tout autant conscients, notre groupe PLR-PVL l'est. C'est pour cela que l'on veut le temps nécessaire pour pouvoir étudier correctement le travail qui est fait par le service. C'est un travail important qui a pris de nombreux mois à une personne du service pour pouvoir élaborer ce document. Je crois que la moindre des choses c'est que l'on ait le respect du travail qui a été effectué et que l'on puisse l'étudier d'une manière qui est correcte et d'avoir un temps qui est correct. Donc, un peu de respect, s'il vous plaît, Monsieur Kocher.

- **M. Jonas Kocher, Les Vert.e.s**

Est-ce que je devrais dire Mme la Députée ou Mme la Conseillère ? J'aurai autant de respect pour l'écologie lorsque je suivrai mon groupe et quand le PLR, au Grand Conseil, décide de refuser diverses adaptations pour le climat ou diverses choses et que vous votez non, vous refusez et que vous venez nous dire qu'il y a une urgence climatique, j'ai un petit peu de peine à le comprendre. Mais voilà... Effectivement, j'ai un grand respect pour ce qui a été fait, les collaborateurs du service GUDD ont extrêmement travaillé et se sont donné de la peine.

- **M. le Président**

Je vous remercie, on ne va pas forcément poursuivre sur cette discussion toute la soirée, mais je vous cède encore la parole Mme Golaz-Grilli

- **Mme Elodie Golaz Grilli, PLR-PVL**

Je ne pense pas prendre la parole trop longtemps. J'ai été interpellée, donc je me permets quand même de répondre. Ici, Monsieur, nous sommes au Conseil communal de Renens, mon rôle est d'être Conseillère communale ce soir. Je crois que les groupes, ici, sont tout-à-fait conscients de ceci, y compris le groupe PLR. Je crois que la différence entre vous et moi ou votre groupe et le mien c'est la manière d'arriver et les solutions pour arriver à résoudre le thème climatique et la durabilité. C'est tout, Monsieur Kocher.

La parole n'étant plus demandée, M. le Président clôt ce point de l'ordre du jour.

13. Motions, postulats, interpellations

Développement du postulat de Verena Berseth intitulé : Concerne la rue du Simplon

M. le Président informe que la recevabilité de ce postulat a été étudiée par le bureau lors sa séance du 21 mars 2023 et qu'il a été déclaré recevable. Il invite Mme Berseth à procéder à la lecture de son postulat.

- **Mme Verena Berseth, Fourmi rouge**

Postulat

Titre : Concerne la Rue du Simplon *(et un peu les autres rues également)*

Je me permets de revenir sur la pétition lancée par des parents d'élèves du Simplon et demandant que leur rue soit mise à 30 km heure. Cette pétition émane de parents d'élèves, inquiets, du quartier.

L'argumentation était la suivante :

Vu les nombreux établissements scolaires (Léman, Censuy, gymnase), il est clair que les élèves qui sortaient souvent à la même heure sont mis en danger par des voitures qui roulent trop vite.

Les parents qui ont été actifs dans cette action ont souvent été témoins d'accidents évités de peu.

Les responsables présents à la commission des pétitions nous ont expliqué que le passage des TL empêchait la mise à 30 km à l'heure. Les parents d'élèves ont été convoqués à la commission, mais n'ont pas reçu de réponses positives à leurs inquiétudes.

La Ville de Renens a déjà fait beaucoup de mise à 30 à l'heure dans des rues moins fréquentées.

Un article de 24 Heures nous explique que l'Union des Villes recommande les 30 km heure en disant, je cite : « Il convient de trouver une solution pour parvenir à densifier l'habitat tout en limitant le bruit ». Pour moi, ça limiterait également les accidents.

Conclusion : Je demande à la Municipalité de réfléchir à ma proposition et à celle des parents d'élèves et de mettre le Simplon et les autres rues du quartier à 30 km heure comme le recommande l'Union des Villes suisses.

M. le Président remercie Mme Berseth et ouvre la discussion sur ce postulat :

- **M. Stéphane Montabert, UDC**

J'aimerais bien savoir si quelqu'un peut me répondre, Mme Berseth ou peut-être la Municipalité, combien de personnes ont signé cette pétition ?

- **Mme Rosana Joliat, PLR-PVL**

Madame Berseth, est-ce que vous pourriez modifier votre postulat et mettre « sont mis en danger par des voitures, des vélos, des trottinettes, des motos, des scooters qui roulent trop vite » S'il vous plaît.

- **Mme Verena Berseth, Fourmi rouge**

Je tenais à répondre à Mme Joliat : c'est quand même sous-entendu. C'est la circulation qui met en danger les enfants. Je ne l'ai pas dit, mais il est clair que les trottinettes et les vélos n'arrangent pas les choses.

- **Mme Stéphanie Negri Capt, PLR-PVL**

Madame Berseth, ce que je voulais clarifier dans votre postulat, c'est quand vous mettez « le Simplon et les autres rues du quartier » qu'est-ce que cela définit très exactement comme périmètre ?

- **Mme Verena Berseth, Fourmi rouge**

Je laisse ce travail à la Municipalité, je ne fais pas de la cogestion. Il faudra voir où c'est utile et où cela n'est pas utile.

- **Mme Tinetta Maystre, Municipale**

J'ai la pétition sous les yeux, je n'ai pas compté le nombre de signatures, mais je pense qu'il y en a une soixantaine globalement, enfin elle est assez largement signée. J'aimerais rappeler que, effectivement, et M. Neal s'en souvient probablement mais ça remonte à 2021, les délégués des pétitionnaires avaient été reçus par une délégation de la Municipalité. Sauf erreur, il y avait M. Clément, j'y étais aussi et il y avait la POL-Ouest représentée par M. Bosson. Il est vrai que la pétition était tout aussi peu claire que, et là, je rejoins Mme Negri Capt, parce que nous avons compris, finalement, que ce n'était pas tant la Rue du Simplon, ce qu'on avait compris ce soir-là, qui posait problème, c'était plutôt la Rue du Cauderay où il y a des bus, où il n'y a pas de trottoir, où il n'y a, en principe, pas de trafic et où il fallait répondre d'une façon ou d'une autre pour permettre la cohabitation à la sortie de l'école, ce qui a été fait en partie, dans la mesure où des potelets ont été ajoutés à un endroit assez sensible où des enfants sortent du quartier, n'ont pas de visibilité. Et plutôt que de demander aux propriétaires de tailler leurs haies à la hauteur réglementaire, c'est-à-dire à 60 cm, on a plutôt fait un resserrement sur la rue. Pour la Rue du Simplon, nous avons expliqué à l'époque que dans cette rue, il y a des bus qui passent, il y a des trottoirs larges qui ont été construits justement, dans le cadre du plan de quartier des Entrepôts et qui permettent de déambuler en toute sécurité. Nous estimions, alors, que ce n'était pas le lieu de baisser la vitesse des bus et du trafic pour cela et que c'était difficilement défendable par rapport aux enjeux de rues à orientation trafic et rues à orientation plutôt quartier. Et vous savez que Renens a été particulièrement innovante et, je dirais, a anticipé ce que, aujourd'hui, l'Union des Villes suisses plébiscite, c'est-à-dire que nous avons passé l'ensemble de nos rues de quartier à 30 km/h et gardé les rues à orientation trafic à 50 km/h en veillant à leur ajouter des trottoirs. Je ne veux pas rouvrir le débat sur la Rue de Florissant, mais c'est bien la prochaine

étape, il manque un trottoir et il faudra le faire. Maintenant, les règles ont un peu changé, mais elles ne sont pas entièrement dans nos mains. Elles ont changé avec les nouvelles directives au 1^{er} janvier où l'on peut mettre certaines rues à orientation trafic à 30km/h, mais dans des conditions extrêmement particulières. Nous avons envie d'entrer dans cette démarche et de la faire à un endroit qui paraît être possible, c'est-à-dire le 14 Avril où il y a beaucoup de piétons qui traversent un peu partout. Dans le cadre du mail aussi qui va être revégétalisé et arborisé, tout à côté du marché, cela paraissait évident. La Rue du Simplon ne saute pas aux yeux comme étant la première priorité dans les mises à zones 30 de rues à orientation trafic, justement à cause des magnifiques trottoirs qui ont été construits. Il faut savoir que, dans les zones 30, on peut aussi plus facilement traverser n'importe où, mais sans priorité ; cela serait peut-être une fausse sécurité que de l'introduire sur la Rue du Simplon. Mais, comme dit, c'est une analyse très courte que l'on fait là, que l'on a refaite avec la POL tout récemment. Je m'en remets à votre sagacité, on étudiera au besoin, il n'y a pas de soucis, mais dans la priorité des choses, il est vrai que nous sommes plutôt à chercher aujourd'hui à mettre l'accent sur construire des trottoirs là où ils manquent, et il en manque quelques-uns, il en manque à Jouxpens, à Florissant, à Jouxpens aussi dans la partie haute et ce sera les priorités du travail du service de l'infrastructure.

- **M. Richard Neal, PSR**

Evidemment, je rebondis sur ce qu'a dit Mme Maystre sur cette rencontre avec les pétitionnaires pour cette limitation de vitesse. Il y a une proposition qui avait été directement discutée avec eux, à l'époque, je ne sais pas du tout si cela a été mis en valeur depuis, cela venait de M. Clément qui proposait de mettre en place la création d'une équipe Pédibus pour les écoles du sud des voies dans la région Simplon, Cauderay etc... Je ne sais pas où ça en est, est-ce que cela vaudrait la peine de reprendre contact avec eux et de voir où ils en sont dans la création de Pédibus.

- **Mme Marie Schneider, Fourmi rouge**

Je suis assez d'accord avec M. Neal, en fait, je voulais aussi demander où en était, en fait, toute la sécurité pour les abords des écoles. Est-ce qu'on ne peut pas mettre, en attendant, quelques patrouilleurs ? plutôt que de tergiverser en attendant que ce soit plus sécuritaire.

- **M. Jean-François Clément, Syndic**

Effectivement, pour Pédibus on avait donné toute une information aux personnes qui étaient avec nous lors de la soirée où nous avons reçu les pétitionnaires. S'agissant de la sécurité, j'aimerais que l'on mette fin à l'idée qu'il est possible, en quelques heures ou semaines, d'organiser des patrouilleurs ; être un patrouilleur, cela demande un engagement énorme dans le sens où il faut trouver des gens qui soient disponibles le matin, à midi, dans l'après-midi et le soir. L'option qui a été prise actuellement par le groupe de travail sur la sécurité autour des établissements scolaires, en collaboration avec les directrices et les écoles, c'est actuellement de mesurer les vitesses qui sont pratiquées par les automobilistes à proximité des écoles. C'est aussi de voir quels sont les éléments factuels et un groupe de travail a été initié avec la police préventive, M. Dudand, la police de proximité et la police trafic pour voir quels sont les éléments que nous devons travailler pour que la sécurisation soit accrue auprès des écoles. C'est assez compliqué, parce que dans les endroits où on a fait des zones 30 km/h, on trouve que même les zones 30km/h où les piétons sont largement prioritaires, cela ne suffit pas. On n'arrivera pas, je ne crois pas qu'on arrive à trouver un mode de sécurisation absolu des établissements scolaires. Par contre, les personnes qui se rendent compte, qui se rendent sur place le matin ou à midi ou dans l'après-midi sont les assistants de sécurité publique qui, eux, vont faire des passages auprès des écoles pour informer tant les automobilistes que les enfants qui traverseraient de manière un peu

irréfléchie, sans jugement aucun les passages. On est en train de travailler sur ce dossier, mais c'est un dossier extrêmement complexe.

- **Mme Stéphanie Negri Capt, PLR-PVL**

Je voulais revenir vers Mme Berseth. En l'occurrence, je trouve le fait de s'occuper de la circulation des abords des écoles mais aussi dans l'entier de la Commune extrêmement intéressant. Vous connaissez mon avis à ce sujet, d'autant plus qu'aujourd'hui on lit en page 3 du 24 Heures, en ce qui concerne les travaux de la gare de Lausanne, que l'un des axes qui est évoqué pour peut-être aller plus vite sur la temporalité qui leur est donnée, ce sera d'avoir un peu plus d'orientation des trains sur Renens. On risque de devenir un axe relativement intéressant et, du coup, qui va engager plus de monde. D'autant que si, d'ici-là, il y a le tram qui va entrer en fonction, on aura beaucoup plus de piétons qui risquent de transiter aux abords de la gare et un peu plus loin, dont la Rue du Simplon. Donc, je pense que le fait d'avoir une réflexion profonde sur l'entier des axes de circulation de la Commune et particulièrement sur le secteur autour de la gare et les abords des écoles est intéressant. Mais je pense qu'il va au-delà uniquement de la Rue du Simplon et je vous invite volontiers à y réfléchir et à commencer à évoquer la question et l'organisation dans ces prochaines années.

- **Mme Marie Schneider, Fourmi rouge**

Je suis d'accord avec Mme Negri Capt : cela ne concerne pas uniquement la Rue du Simplon. Mais en attendant, me dire que c'est difficile de former des patrouilleurs... je suis un peu sceptique. Je pense que c'est les agents de sécurité, en fait, qui font ça quand il doit y avoir des patrouilleurs. Simplement, c'est un peu du manque à gagner et ils mettent moins d'amendes aux gens qui sont parkés. A mon avis, c'est un peu facile de dire que c'est difficile de former des patrouilleurs, je suis un peu sceptique quand même. C'est à nouveau une question de pouvoir faire des bénéfices sur les places de parc au détriment des enfants à la sortie des écoles.

- **M. Jean-François Clément, Syndic**

Je ne peux pas vous laisser dire cela, Mme Schneider. Je trouve, pardonnez-moi, que c'est irrespectueux. Je ne cesse de dire aux ASP que la demande de la Ville de Renens, réalise auprès d'eux, ce sont des gens qui se déplacent à pied, dans les bus et qui aident une grand-maman à monter dans un bus, à en sortir. On n'a aucune velléité de faire de l'argent avec ces personnes-là. Et si, à la POL Ouest, à Renens, un jour un ASP ne ramène aucune amende, mais qu'il a aidé trois personnes à se déplacer et/ou qu'il était près des écoles à renseigner comment passer un passage clouté, on est heureux ! Franchement, ce propos-là, je suis interpellé par le fait que vous puissiez le penser. Parce que mon message, que je profère régulièrement, à ces personnes que je croise aussi d'autant plus régulièrement qu'actuellement nous n'avons pas de commandant à la POL, donc je les rencontre plus souvent que n'importe quel Président de Codir. Je ne cesse de dire que c'est le message que l'on veut, je ne cesse de dire que c'est la priorité. Donc, soyez rassurée. Et s'il n'y a pas d'amendes, tant mieux ! L'intention c'est que ce soit pacifié, qu'ils passent à la place du Marché, qu'ils entendent aussi des gens qui sont là et qui ont quelques remarques et que l'on contribue à ce vivre-ensemble. On est sur la même perception de l'activité.

- **M. Byron Allauca, Fourmi rouge**

Je comprends les propos de ma collègue, Mme Marie Schneider. Par contre, c'est vrai que tenir ces propos de la part de M. le Syndic de dire que c'est difficile d'instruire des patrouilleurs, sachant que cette pétition a été déjà faite il y a presque deux ans. Donc, il fallait prévoir le temps, on peut amener, on peut faire des appels aux renanaises et renanais et leur dire que voilà, on a besoin de ce personnel pour les former. Je pense que, évidemment c'est difficile, mais ce n'est

pas impossible. Dire aussi que c'est difficile, que ce n'est pas facile, ce n'est pas comme ça que l'on arrive à trouver des patrouilleurs. Je pense que ce n'est pas non plus la façon de venir le dire ici dans cette salle.

- **M. Luis Guedes, PLR-PVL**

Cela ne concerne pas directement le postulat de Mme Berseth, mais cela concerne ce point. J'annonce mes intérêts : en tant que membre de la commission consultative du feu, je profite du présent point, postulat, interpellation, pour rappeler à la Municipalité que je suis toujours dans l'attente de réponse écrite de la Municipalité par rapport à mon interpellation lors de la séance d'octobre 2021, ainsi que le postulat déposé au mois de mai 2022 concernant l'appui de la Municipalité au SDIS Prilly-Malley-Renens. Les délais légaux de réponse étant largement dépassés, je demande à recevoir les réponses écrites au plus vite.

- **M. Jean-François Clément, Syndic**

Nous avons des contacts réguliers avec la direction du SDIS, M. Oumar Niang, M. Kurt et moi-même. On a traité de différents thèmes, notamment la nécessité d'accéder à Vidis ou pas. Et on a aussi établi un certain nombre de règles au niveau des collaboratrices et collaborateurs de la Commune qui clarifiaient dans quelle mesure nous pouvions, c'était votre demande, libérer des collaboratrices et collaborateurs pour qu'ils assurent des permanences au sein du SDIS notamment, en journée là où les effectifs étaient plus menacés d'être insuffisants pour assurer la mission. On a répondu par une directive interne, il faut simplement que l'on vous la communique. A ma connaissance, la direction du SDIS en a eu connaissance et me semblait satisfaite de notre réponse. Pour fermer ce dossier, je propose effectivement que l'on vous apporte ces informations.

- **M. le Président**

Je vous remercie. On va passer au vote pour le postulat de Mme Berseth. Ensuite, la discussion sera de toute façon toujours ouverte. Je soumetts au vote la prise en considération du postulat de Mme Berseth et son renvoi au la Municipalité.

Oui : 25

Non : 19

Abstentions : 15

LE POSTULAT EST RENVOYE A LA MUNICIPALITE POUR ETUDE ET RAPPORT
--

La discussion est toujours ouverte sur ce point 13 :

- **M. Luis Guedes, PLR-PVL**

Désolé d'avoir un peu anticipé ce point. Mille excuses. Juste pour répondre à M. Clément, je vous remercie de votre réponse. Il serait effectivement judicieux d'avoir une réponse écrite afin que l'on puisse en débattre pleinement. Une simple directive interne, malheureusement, ne répond pas à une interpellation ainsi qu'un postulat qui ont été faits au sein de ce Conseil. C'est important pour que l'on puisse en discuter et en débattre.

- **M. Oumar Niang, Municipal**

Nous en prenons bonne note, M. Guedes.

La parole n'étant pas demandée, M. le Président passe au point suivant de l'ordre du jour.

14. Questions, propositions individuelles et divers

M. le Président ouvre la discussion :

- **M. Ali Korkmaz, Indépendant**

Lors du dernier Conseil, M. Guedes avait proposé qu'on offre les jetons de présence pour les récents tremblements de terre pour les rescapés. Vous n'avez pas donné d'informations dans les communications de la Présidence. Où en est-on avec ça et est-ce que cela ne serait pas judicieux de faire voter ça, si tout le monde est d'accord, si la majorité est d'accord d'offrir leur jeton de présence.

- **M. le Président**

Il n'y a aucune décision qui a été adressée au Bureau. En tous cas, je n'en ai pas connaissance. Après, c'est une volonté de chacun d'attribuer son jeton de présence à une association ou une cause qui lui tient à cœur, mais je ne pense pas qu'un vote soit nécessaire pour cela. Si vous le souhaitez, effectivement, si d'autres Conseillers souhaitent attribuer leur jeton de présence pour l'événement qui est survenu en Turquie, vous pouvez tout-à-fait vous adresser à Mme Simon qui le retiendra lors des versements au mois de juin. J'espère avoir répondu à votre question.

- **M. Ali Korkmaz, Indépendant**

Si j'ai bien compris, alors les personnes qui sont d'accord de donner leur jeton de présence doivent s'adresser à Mme la secrétaire, c'est ça ?

- **M. le Président**

Oui, absolument, c'est juste.

- **Mme Rosana Joliat, PLR-PVL**

Quel n'a pas été mon étonnement de constater que la Place du Censuy est devenue une véritable zone de haute sécurité. En effet, les quatre bennes placées il y a quatre semaines ont été remplacées par des énormes blocs en béton. Ce midi, j'ai constaté personnellement, avec d'autres utilisateurs, que le passage était très, mais vraiment, très étroit. Cet après-midi j'ai assisté à la mise en place des blocs côté piscine. Mes questions sont les suivantes : Si j'avais bien compris, il y a un mois que les bennes avaient été mises pour éviter l'installation des gens du voyage sur la Place du Censuy, aujourd'hui je souhaite savoir quel est le prix dépensé par notre Commune pour l'achat de ces blocs en béton et leur pose. D'autre part, pour combien de temps vont-ils rester là ?

- **M. Jean-François Clément, Syndic**

Nous avons expliqué que si Renens est une Ville accueillante, et si Renens est en pleine empathie avec ces gens du voyage, qui vivent différemment de nous, mais qui ont besoin d'espaces pour s'arrêter, a fait que nous avons décidé, en Municipalité, collégalement que nous n'avions pas la place. Je suis régulièrement en contact avec une de ces personnes des gens du voyage, son prénom c'est Yourko, je ne connais pas son nom, qui me téléphone souvent, dans une grande difficulté de trouver un espace pour que sa famille, son groupe puisse s'arrêter. Juste pour le contexte plus global, c'est de se souvenir que Renens c'est 21'000 habitants sur 3 km², soit 7'000 habitants au km² et on peut enlever 7% de rails. J'expliquais à ce monsieur que je rencontre régulièrement que, nous même, Ville, ne possédons pas de terrains en capacité de les accueillir correctement. Raison pour laquelle on a aussi empêché que des gens, dans l'impossibilité d'avoir

des solutions, viennent malgré notre opposition sur ce terrain-là. C'est un terrain qui est dédié à recevoir d'autres activités : il y aura bientôt l'ouverture de la piscine, ce n'est pas opportun de les accueillir. On a mis quelques bennes, que l'on a empruntées à un transporteur qui travaille avec nous et les blocs étaient à notre disposition. Donc, hormis le temps requis pour l'installation des blocs et hormis le fait de déplacer des blocs d'usage, cela a été pris sur le temps de travail des collaborateurs au CTC. Je ne peux pas vous donner de budget pour cela, mais l'intention était vraiment d'éviter que cette place soit occupée par les gens du voyage. Clairement, nous ne sommes pas restés inactifs, puisque comme on vous l'a dit, Bussigny pourrait avoir un terrain qui pourrait être mis à disposition des gens du voyage. Et ce que nous avons dit, nous, Commune de Renens, c'est qu'à défaut d'avoir du terrain, nous étions prêts à mettre l'argent qu'il faudrait pour accueillir ces gens décemment, à savoir offrir de l'eau, des sanitaires et un espace où ils puissent vivre. Mais sur notre territoire, je n'en n'ai pas. J'ai proposé aussi que ces gens contactent quelques propriétaires fonciers privés, qui eux, ont des espaces, qui eux, ont des projets qui sont en attente. Je crois que les réponses ont été négatives pour la plupart. Mais il est vrai que c'est une situation interpellante et il est vrai que ces gens vivent différemment de nous et ont toute capacité de le faire. Alors on a fait avec des moyens simples, vous voulez vraiment que l'on vous fasse un budget des heures que l'on a passé à installer les blocs ? Vous maintenez votre demande ou est-ce que ma réponse vous suffit ?

- **Mme Rosana Joliat, PLR-PVL**

Votre réponse me suffit. Mais puisque nous sommes dans une salle importante, celle du Grand Conseil, que malheureusement dans notre règlement nous n'avons plus le droit aux résolutions, j'espère que les quatre Députés de notre Commune m'entendront et qu'ils pourront faire auprès des Députés du Grand Conseil une demande pour que les gens du voyage aient enfin une place sur notre Canton. Peut-être que cela a déjà été fait, je ne suis pas tous les débats du Grand Conseil. Et je comprends que notre Commune ne puisse pas les accueillir sur une place telle que la Place du Censuy, mais pour les utilisateurs de cette place, je trouve que l'on est un peu des « étages » de quelque chose dont nous ne sommes pas responsables. Je comprends la Commune et en même temps, je suis un petit peu fâchée d'avoir ces barricades pour entrer sur une place de stationnement et qui, cet été sera très utile pour les gens qui viendront pour la piscine. Non, je ne vais pas vous demander, M. le Syndic, Mmes et MM. les membres de la Municipalité combien ont coûté ces blocs ou le travail qui a été mis en place. Mais par contre, je demanderai alors à nos Députés de pouvoir faire le nécessaire pour que, vraiment, notre Canton puisse accueillir les gens du voyage d'une manière digne.

- **M. Jean-François Clément, Syndic**

Effectivement, une lettre est déjà préparée, elle est en cours de validation. Est-ce qu'on arrivera à la signer les huit Communes ou pas sur le fait que nous souhaitons que le Canton prenne aussi ses responsabilités, trouve éventuellement un terrain sur lequel nous serions prêts à participer, à payer notre part pour que ces personnes puissent trouver des terrains dignes d'un hébergement de quelques jours à plusieurs semaines sans que ceux-ci soient « contraints » de trouver des espaces libres qui ne sont pas forcément adaptés. Un courrier est en cours de signature qui sera envoyé au Conseiller d'Etat M. Vassilis Venizelos, le courrier partira demain sans doute, on a juste un accord sur quelques éléments à mettre.

- **Mme Nathalie Jaccard, Municipale**

Je prends la parole non pas comme Municipale, mais comme Députée pour répondre à Mme Joliat. Il y a une place au Mont qui va être créée d'ici la fin de l'été ou le début de l'automne et il

y a Mme Spack Isenrich, Députée aussi, de Bussigny, qui a déposé un postulat à l'intention du Canton par rapport à cette question.

- **Mme Elodie Golaz Grilli, PLR-PVL**

Merci beaucoup à Mme Joliat de poser la question. Je fais comme Mme Jaccard l'a fait, pour vous informer que le groupe PLR a également déposé des initiatives dans ce sens et que c'est à M. Venizelos de traiter de ce sujet.

- **Mme Stéphanie Negri Capt, PLR-PVL**

Le printemps est là, c'est chouette ! On a tous envie de ressortir nos trottinettes et vélos et c'est très bien comme ça. Vous avez pu constater, j'imagine, que l'on a une certaine recrudescence de vélos électriques et de trottinettes électriques, avec des utilisateurs de tout âge, sans qu'ils soient forcément renseignés sur la législation en vigueur et les éventuelles pénalités, voire amendes qui pourraient être infligées. C'est la raison pour laquelle l'Association des parents d'élèves convient à une manifestation organisée en collaboration avec la POL-Ouest. Je vous invite à y venir nombreux. Elle aura lieu le mardi 2 mai à la Grange, à 20h00. L'idée est d'expliquer les législations qui se retrouvent en vigueur concernant toute la mobilité douce, mais électriquement aidée. La présentation sera suivie d'un débat. Donc, je vous invite vraiment nombreux à nous y rejoindre, étant donné qu'on observe de plus en plus d'utilisations parfois intéressantes, aux abords des écoles. Et on nous a remonté qu'il y avait un certain nombre d'infractions, maintenant qui étaient mis par la police, d'autant que, hier, la France a décidé d'interdire l'utilisation des trottinettes électriques aux jeunes de moins de 14 ans et d'augmenter les infractions en lien avec cette utilisation, parce qu'ils y voient de plus en plus de problématiques.

- **Mme Angela Thode, Les Vert.e.s**

Je souhaite juste revenir concernant le plan climat. Je trouve personnellement dommage que la présentation ait été repoussée. Et de dire qu'il n'y a pas le feu à la maison, heureusement, ça ne brûle pas encore aujourd'hui, mais il y a encore eu de nombreuses communes qui ont quand même l'été passé eu de la sécheresse, qui n'ont pas eu d'eau. Donc, repousser d'un ou deux mois, de trois mois on dit aujourd'hui que ce n'est pas grave. Mais à force de repousser, je trouve cela quand même regrettable.

- **M. le Président**

La discussion est toujours ouverte sur ce point 14. La parole n'étant plus demandée, ainsi se termine notre Conseil. Je vous rappelle que notre prochaine séance aura lieu le jeudi 11 mai 2023 à 19h30 à la Salle de spectacles de Renens. Il est 21h05, je lève cette séance et vous souhaite une bonne soirée et un bon retour dans vos foyers.

Au nom du Conseil communal

Le président
Dylan Montefusco

La secrétaire
Corrine Simon